

Elargissement

Les Français ne voient pas trop large

Seul un tiers d'entre eux est favorable à de nouvelles adhésions. Encore moins pour la Turquie.

Par Jean-Dominique MERCHET

QUOTIDIEN : mardi 2 janvier 2007

Seul un Français sur trois (34 %) est favorable à un nouvel élargissement de l'Union européenne. Et ils sont encore moins nombreux à souhaiter l'adhésion de la Turquie : à peine 22 % contre 69 % qui y sont hostiles, selon le dernier sondage Eurobaromètre, rendu public le 20 décembre. Très sensible dans l'opinion publique, cette question incite les responsables politiques à une grande prudence. Au risque parfois d'en faire trop : *«Mon opinion sera celle des Français»*, avait ainsi lancé Ségolène Royal, interrogée le 11 octobre sur la question turque.

«Approfondissement». Mais à l'inverse du traité constitutionnel, rejeté par les électeurs en 2005, il n'existe pas, sur l'élargissement, d'opposition entre les «élites» qui seraient pour et le «peuple» qui serait contre. C'est d'ailleurs une spécificité bien française : les dirigeants de ce pays ont toujours été très réticents à l'élargissement, lui préférant l'*«approfondissement»* de l'Union. Comme s'ils avaient tous intégré l'avertissement du général de Gaulle, lancé dès janvier 1963 : *«Le marché commun qu'on bâtirait à onze et puis à treize et puis peut-être à dix-huit ne ressemblerait guère à celui qu'ont bâti les Six.»* Nous en sommes aujourd'hui à vingt-sept, avec l'accord guère enthousiaste des autorités françaises.

Sylvie Goulard, nouvelle présidente du Mouvement européen, le regrette : *«Les gens sont très négatifs et ils oublient ce qu'était l'Europe il y a vingt ans. La perspective d'entrée dans l'UE a permis de contrôler la transition vers la démocratie de pays qui sortaient du communisme.»* *«Les difficultés d'aujourd'hui ne sont pas imputables aux nouveaux pays, mais à nos dirigeants qui n'ont pas réformé la manière de gouverner l'Union européenne»*, juge-t-elle.

Cet enthousiasme pour l'élargissement s'arrête toutefois lorsqu'il s'agit de la Turquie. Pour cette ancienne collaboratrice de Romano Prodi, à la Commission européenne, *«ce que nous faisons avec la Turquie n'est pas correct, car nous ne serons pas en mesure de tenir les promesses que nous lui faisons aujourd'hui»*. En clair, les électeurs français refuseront son adhésion lorsqu'ils seront consultés par référendum, comme l'exige désormais la constitution française.

«Hostilité sourde». Globalement la droite est plutôt hostile à un nouvel élargissement et la gauche plutôt favorable. Dans le détail, les positions sont plus compliquées. L'UMP et Nicolas Sarkozy sont contre l'adhésion turque, mais Jacques Chirac en est l'un des plus chauds partisans. A gauche, le PS, le PCF et Les Verts sont plutôt pour... mais pas le socialiste Robert Badinter. L'ancien ministre de la Justice vient d'ailleurs de soutenir la candidature de Sylvie Goulard au Mouvement européen, contre celle du président sortant, le socialiste Pierre Moscovici. L'ancien ministre des Affaires européennes de Lionel Jospin regrette *«l'hostilité sourde»* qui s'exprime contre l'élargissement : *«La famille socialiste européenne reste proélargissement»*, constate-t-il, plaidant pour qu' *«on ne cache pas la poussière sous le tapis et qu'on en parle durant la campagne présidentielle»*. Au regard des sondages, ce n'est pas gagné.

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/226237.FR.php>